

Raphaël CANET

Professeur associé au département de sociologie de l'UQÀM.
Membre du secrétariat du Forum social québécois

(2007)

“Un autre Québec est-il possible?”

UNE SÉRIE DE TROIS ARTICLES

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Raphaël Canet

“Un autre Québec est-il possible?”

1. **“L'imposition tranquille de la société néolibérale”**. [Le Devoir](#), Montréal, mardi, le 17 juillet 2007, page A7 — idées.
2. **“Résistance des peuples et altermondialisme”**. [Le Devoir](#), Montréal, mercredi, le 18 juillet 2007, page A7 — idées.
3. **“Les forums sociaux: berceau de l'autre monde possible.”** [Le Devoir](#), Montréal, jeudi, le 19 juillet 2007, page A7 — idées.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 17 juillet 2007 de diffuser ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : canet.raphael@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 19 juillet 2007 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

“Un autre Québec est-il possible?”

1. “[L'imposition tranquille de la société néolibérale](#)”. [Le Devoir](#), Montréal, mardi, le 17 juillet 2007, page A7 — idées.

[Introduction](#)
[Commerce et sécurité](#)
[Idéologie néolibérale](#)
[Québec lucide...](#)

2. “[Résistance des peuples et altermondialisme](#)”. [Le Devoir](#), Montréal, mercredi, le 18 juillet 2007, page A7 — idées.

[Introduction](#)
[Coût social élevé](#)
[L'antimondialisation est née](#)
[Soulèvements populaires](#)

3. “[Les forums sociaux: berceau de l'autre monde possible](#).” [Le Devoir](#), Montréal, jeudi, le 19 juillet 2007, page A7 — idées.

[Introduction](#)
[La parole aux citoyens](#)
[Première initiative québécoise](#)
[Unir les forces vives](#)

Raphaël Canet
Professeur associé au département de sociologie de l'UQÀM.
Membre du secrétariat du Forum social québécois

**“Un autre Québec est-il possible? L'imposition tranquille
de la société néolibérale”.**

Un article publié dans le journal [Le Devoir](#), Montréal, édition du mardi, 17 juillet 2007, page A7— idées.

Premier d'une série de trois articles

Introduction

Mots clés: Forum social québécois, Forum économique international des Amériques, Économie, Québec (province)

[Retour à la table des matières](#)

Nous entamons aujourd'hui une série de trois texte produits par le Forum social québécois en prévision de cet événement (www.forumsocialquebecois.org), qui se déroulera à Montréal du 23 au 26 août. Cette première initiative québécoise est née de la mouvance des forums sociaux mondiaux qui visent à penser la promotion d'un autre monde construit autour des concepts de développement durable, de solidarité, de justice, d'égalité et d'harmonie.

Montréal vient d'accueillir, du 18 au 21 juin à l'hôtel Hilton, le Forum économique international des Amériques (FEIA), aussi appelé Conférence de Montréal. Cet événement d'envergure, parrainé par Power Corporation et la Fondation Chagnon, rassemblait un nombre impressionnant de personnalités, près de 3200 participants, dont les

secrétaires généraux de l'OTAN, de l'OEA et de l'OCDE, le directeur général du FMI, les présidents de la Banque centrale européenne ainsi que des Banques interaméricaine, asiatique et africaine de développement, des ministres et parlementaires de l'Inde, du Congo, du Vietnam, de l'Uruguay et du Mexique. Cet événement discret en était cette année à sa treizième édition et, à l'évidence, il semble capter l'attention des décideurs de ce monde.



Les élections de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne (1979) et de Ronald Reagan aux Etats-Unis (1980) vont symboliser le triomphe du néolibéralisme dans le monde occidental. «There is no alternative», comme se plaisait à le marteler la Dame de fer. [Archives Reuters.]

Le FEIA est une initiative de l'Institut international d'études administratives de Montréal, un organisme à but non lucratif fondé à la suite de quatre événements marquants: la chute du Mur de Berlin, la création de l'OMC, l'entrée en vigueur de l'ALENA et la signature du traité de Maastricht. En somme, cette initiative émerge au moment où s'impose la thèse de la fin de l'Histoire formulée par Francis Fukuyama et symbolisée, sur le plan idéologique, par le naufrage du socialisme et le triomphe de la démocratie libérale de marché et, sur le plan géostratégique, par le dépassement de l'antagonisme Est-Ouest et la recomposition du monde en blocs économiques régionaux.

Le but du FEIA est de permettre que les « principaux intervenants de cette mondialisation des économies et ceux qui doivent composer avec ses conséquences puissent se rencontrer pour discuter librement ». Un aréopage de gens importants, donc.

Commerce et sécurité

[Retour à la table des matières](#)

Et de quoi ont-ils discuté cette année à Montréal? Essentiellement de commerce et de sécurité. Comment créer des possibilités d'affaires dans un monde de plus en plus instable ? C'est ainsi que le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, a insisté sur l'importance de la mission canadienne en Afghanistan afin de combattre la face sombre de la mondialisation (soit le terrorisme et le fondamentalisme, et non la pauvreté et l'exclusion qui en sont le terreau), reconstruire le pays et s'attirer la sympathie de la population locale... en faisant la guerre. Cette mission est fondamentale puisque, selon lui, le développement mondial du commerce (la face lumineuse de la mondialisation!) nécessite un environnement sécuritaire.

Par ailleurs, Anatoly Chubaïss, ancien vice-premier ministre de la Russie et actuel patron de la Unified Energy System of Russia, détenue à 53% par l'État, a pu y vanter les mérites de la privatisation du secteur énergétique de son pays. Venant d'une personne dont le nom est souvent associé au détournement de 40 milliards de dollars d'aide internationale -- principalement du FMI -- durant les années Eltsine, on est en droit de se demander à qui va profiter cette privatisation...

Quant à José Miguel Insulza, secrétaire général de l'OEA, il a expliqué la vague de populisme en Amérique latine (entendez le fait que les peuples votent librement pour des gouvernements de gauche dans des pays comme le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua, le Brésil, le Chili...) par la corruption des régimes précédents. En

somme, ceux qui, comme en Argentine, ont minutieusement appliqué la recette néolibérale imposée par le FMI et ont vendu leur pays aux intérêts étrangers, tout en remplissant leurs comptes bancaires personnels logés dans les paradis fiscaux. M. Insulza aurait bien pu aller expliquer à M. Chubaïs son concept de gouvernance démocratique, pour que la Russie apprenne de l'Amérique latine...

On y a aussi parlé de libéralisation du transport aérien, de la place du secteur privé dans le domaine de la santé, d'environnement favorable aux investissements, des partenariats privé-public (PPP) dans le financement et la gestion des infrastructures, de sécurité énergétique et de développement durable, de culture entrepreneuriale, d'innovation et de compétitivité, de concurrence au service du développement et, bien sûr, de libre-échange dans les Amériques. Sur ce dernier point, d'ailleurs, il était intéressant d'entendre Bernard Landry vanter les mérites incontestables de l'ALENA et souligner que nous n'étions pas allés suffisamment loin dans la libéralisation à l'échelle nord-américaine.

Idéologie néolibérale

[Retour à la table des matières](#)

Ce discours n'est pas nouveau. Depuis le colloque Lippman (1938) et la première réunion de la Société du Mont-Pèlerin en Suisse (1947), les partisans du libéralisme à outrance se sont organisés pour fustiger l'État interventionniste, qui s'affirmait pourtant comme un outil de développement collectif mettant en place toute une série de politiques (aide sociale, assurance-chômage, législation du travail) visant à garantir une plus grande justice sociale et à lutter contre les inégalités, sources de conflits, le tout en prenant soin de stimuler la croissance économique.

À leurs yeux, la privatisation, la libéralisation et la déréglementation devaient devenir les mots d'ordre de tout bon gouvernement et les think tanks néolibéraux allaient se charger de porter la bonne parole. On les retrouve à l'origine de la création du Forum économique mondial de Davos (1971), en Suisse, sorte de grand frère du FEIA. Ils sont aussi, par la voix des Chicago Boys (anciens étudiants de Milton Friedman à l'Université de Chicago), les conseillers économiques du général Pinochet dans le Chili post-1973.

Patiemment, ils diffuseront l'idéologie néolibérale, poursuivant minutieusement le travail de dénigrement du providentialisme et de l'interventionnisme étatique pour finalement en venir à marquer des points au tournant des années 1980. Après sa période d'incubation dans le laboratoire chilien, les élections de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne (1979) et de Ronald Reagan aux États-Unis (1980) vont symboliser le triomphe du néolibéralisme dans le monde occidental. « There is no alternative », comme se plaisait à le marteler la Dame de fer.

Le Québec ne fut pas à l'abri de ce virage néolibéral. Dès 1979, le ministre d'État au développement économique du Québec, le péquiste Bernard Landry, reconnaissait le rôle du secteur privé, la pression de la concurrence internationale et la crise budgétaire. René Lévesque, à partir de son second mandat en 1981, avançait aussi l'argument de l'assainissement nécessaire des dépenses publiques, affirmait que le développement économique est avant tout l'affaire des entreprises, que les programmes sociaux devaient favoriser la formation de la main-d'oeuvre et la réinsertion sur le marché du travail.

Mais le discours néolibéral a pris véritablement racine au Québec avec les deux mandats libéraux du gouvernement Bourassa. On se souvient des trois rapports des sages (Gobeil, Scowen et Beaulieu) de 1986 qui énonçaient clairement les politiques de privatisation, de déréglementation... première tentative de réingénierie de l'État québécois, qui ne fut cependant pas mise en oeuvre.

Puis, plus concrètement, le Québec fut plongé dans la spirale des accords de libéralisation des échanges avec la signature de l'ALE (1988), puis de l'ALENA (1992). L'alternance de 1994, marquée par le retour au pouvoir du Parti québécois, aurait pu laisser présager une certaine inflexion de cette dynamique néolibérale. Et pourtant, passé le référendum de 1995 où il y eut une certaine accalmie sur ce front, vint Lucien Bouchard avec sa lutte pour le déficit zéro (1996) qui allait conduire à des coupes drastiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la sécurité du revenu. Et, finalement, Jean Charest fait son entrée sur la scène provinciale en 2003 en permettant au Parti libéral de s'installer de nouveau au pouvoir.

Québec lucide...

[Retour à la table des matières](#)

La suite, nous la connaissons: réingénierie de l'État, législations favorables aux PPP, sous-traitance, manifeste pour un Québec lucide, mont Orford, bâillons... En somme, et en toute lucidité, ce que nous impose ce recul sur 25 années de vie politique québécoise, c'est le constat d'une certaine continuité dans la mise en place d'une société néolibérale au Québec, peu importe le parti politique au pouvoir.

Au lendemain des dernières élections provinciales, qui ont reconduit au pouvoir le gouvernement Charest et permis à l'ADQ de s'imposer comme premier parti d'opposition, la perspective du changement s'est évanouie. D'autant plus que le Parti québécois et sa nouvelle direction souhaitent « moderniser la social-démocratie » en s'inspirant du modèle britannique. Navrante perspective.

« There is no alternative », nous y revenons. Que ce soit à cause de la crise des années 1970 ou encore de la mondialisation des années 1990, ce discours est toujours le même: nous n'avons pas d'autre choix

que d'avalier la pilule néolibérale. C'est cela l'approche stratégique de la pensée unique: un modèle qui s'impose comme une évidence, un peu comme un phénomène naturel. Mais ce pouvoir idéologique n'est pas apparu soudainement au tournant des années 1980, il s'est construit patiemment et méthodiquement depuis les années 1930, saisissant toutes les occasions de l'histoire pour avancer un peu plus chaque fois.

Il n'y a rien de naturel dans le néolibéralisme, rien de naturel dans la conception et les orientations de la mondialisation que ce courant politique véhicule. Le tout est pensé et mis en place par des êtres humains, résulte d'une volonté politique dans plusieurs pays et gouvernements, en somme d'un choix fait par quelques-uns et imposé à d'autres. Et, dans ce travail d'imposition tranquille de la société néolibérale à toutes les échelles, les 37 Forums économiques mondiaux qui se sont tenus à Davos depuis 1971, de même que les 13 Forums économiques internationaux des Amériques de Montréal, ont joué plus qu'un rôle de façade.

Fin du premier article de trois

À suivre...

Raphaël Canet
Professeur associé au département de sociologie de l'UQÀM.
Membre du secrétariat du Forum social québécois

**“Un autre Québec est-il possible?
Résistance des peuples et altermondialisme”.**

Deuxième article d'une série de trois

Un article publié dans le journal [Le Devoir](#), Montréal, édition du mercredi, 18 juillet 2007, page A7— idées.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Mots clés : altermondialisme, OMC, Forum social québécois, Mondialisation, Manifestation et émeute, Montréal, Québec (province)

Voici le deuxième d'une série de trois textes produits par le Forum social québécois en prévision de cet événement (www.forumsocialquebecois.org), qui se déroulera à Montréal du 23 au 26 août prochain. Cette première initiative québécoise est née de la mouvance des forums sociaux mondiaux, qui visent à penser la promotion d'un autre monde construit autour des concepts de développement durable, solidarité, justice, égalité et harmonie.

Au cours des années 1980, l'idéologie néolibérale pénétrait les arcanes du pouvoir des pays les plus puissants du monde occidental pour s'y installer durablement. Mais cela ne suffisait pas, il fallait qu'elle étende son empire sur le monde entier, ce qu'elle fera par l'intermédiaire des organisations internationales à vocation économique (OMC, Banque mondiale, FMI, OCDE) et de leurs fameux plans

d'ajustement structurel et autres incitatifs pour une bonne gouvernance.



Archives REUTERS. Seattle, novembre 1999. Quelque 40 000 citoyens manifestent contre l'OMC. Puis, il y eut les manifestations contre la Banque mondiale (Washington, avril 2000), contre le FMI (Prague, septembre 2000), contre la ZLEA (Québec, avril 2001), contre l'Union européenne (Göteborg, juin 2001), contre le G8 (Gênes, juillet 2001), et combien d'autres encore... À la mondialisation du capital a répondu une mondialisation de la rébellion.

Elle su aussi tirer profit d'un événement historique survenu à point pour renforcer son discours dérivant en délire eschatologique. La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, et aussi l'effondrement de l'Union soviétique devaient permettre l'essor planétaire du capitalisme mondialisé et le triomphe de la démocratie de marché. Selon Francis Fukuyama, l'histoire de l'humanité arrivait enfin à son point final... rien de moins.

La chouette de Minerve prend son envol au crépuscule, nous rappelait Hegel. Ainsi, ce n'est pas à la fin de l'histoire que nous avons assisté au début des années 1990, mais bien à son recommencement. Dès le milieu des années 1990, la mondialisation néolibérale à son apogée commence à montrer des signes de faiblesse. Les peuples commencent s'insurger. Les premiers signaux de la réaction populaire apparaissent là où on s'y attendait le moins: au fond de la forêt Lacandone.

Le 1er janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord américain (ALENA), les indiens du Chiapas prennent les armes. L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et son chef charismatique, le sous-commandant Marcos, déclenchent une offensive militaro-médiatique afin de protester contre les effets sociaux pervers du libre-échange débridé.

La mondialisation économique était en train de tuer les cultures ancestrales du fait de la paupérisation extrême des populations marginalisées qu'elle entraîne. L'uniformisation du monde en un immense marché de consommateurs nuit à la diversité des cultures, des traditions, des aspirations. Le néolibéralisme approfondit les inégalités sociales, permet de faramineux profits pour la haute finance (il n'y a jamais eu autant de patrons milliardaires que ces dernières années) tout en abandonnant à leur triste sort les plus pauvres (la moitié de la population mondiale -- 3,2 milliards de gens -- vit avec moins de 2\$ par jour), et demain la classe moyenne (nombre record de près de 200 millions de chômeurs à travers le monde cette année, selon l'Organisation internationale du travail)...

Coût social élevé

[Retour à la table des matières](#)

Progressivement, les peuples prennent conscience du coût social de la mondialisation néolibérale et de la concurrence, du coût environnemental de la quête effrénée de productivité et de consommation, des conséquences économiques de la «financiarisation» du capitalisme, des incidences politiques du fait de gérer l'État comme une entreprise et de confier le pouvoir à des gens d'affaires.

Le mouvement social de novembre-décembre 1995 en France pour la défense du service public, la lutte transnationale de 1998 contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) consacrant la puissance de la haute finance et, surtout, les manifestations de Seattle contre l'OMC et ses cycles de libéralisation du commerce mondial, en 1999, témoignent de ce mouvement pluriel de contestation du modèle néolibéral.

Lorsque les institutions politiques et les mécanismes de la démocratie représentative, que ce soit au niveau national ou international, sont monopolisés par quelques-uns et mis au service de leurs intérêts spécifiques, surtout lorsque ceux-ci sont destructeurs pour la solidarité sociale, c'est dans la rue que vont se manifester le mécontentement et les protestations. Lorsque l'État entre en crise en oubliant qu'il est au service du bien commun, c'est en investissant l'espace public qui lui reste, la rue, que la société réagit, pour renouer avec l'esprit premier de la démocratie: le pouvoir du peuple, et non celui de quelques marchands ou financiers.

À ce titre, selon un récent sondage de l'institut chilien Latinobarómetro, 14% de la population d'Amérique latine et des Caraïbes (soit près de 80 millions de personnes) est prête à descendre dans la rue pour manifester son opposition à des politiques gouvernementales jugées illégitimes. Des chiffres qui font rêver les mouvements sociaux nord-américains.

L'antimondialisation est née

[Retour à la table des matières](#)

C'est ainsi qu'a émergé le mouvement antimondialisation, en réaction à l'idéologie néolibérale qui impose ses politiques de privatisation, de déréglementation et de libéralisation, sans considération aucune pour leurs graves conséquences sociales, culturelles, environnementales, économiques et politiques, en somme, toutes ces «externalités», sortes de dommages collatéraux qu'il faudrait accepter puisque nous n'avons pas le choix. « There is no alternative. »

Et pourtant, derrière ce discours sur le caractère inexorable des réformes, sur notre présumée impuissance collective et notre nécessaire résignation polie, il y a tout un processus politique de négociations, de tractations et de jeux d'influence entre les membres d'une certaine élite politico-économique qui a très bien conscience de ses intérêts et qui sait les défendre, notamment dans l'espace médiatique.

Les quelques milliers de participants triés sur le volet du Forum économique mondial de Davos, qui se réunissent chaque année depuis plus de 30 ans, ceux du Forum économique des Amériques qui vient de tenir sa 13e édition à Montréal, ou encore les membres du G8 ou de l'OCDE qui se rassemblent aussi annuellement, tous adoptent une approche très dynamique à la suite de leurs rencontres.

La création de l'Organisation mondiale du commerce en 1994 ne visait pas simplement à encadrer un processus de libéralisation qui allait de soi. Croyez-vous réellement que la Banque mondiale lutte contre la pauvreté et que le Fonds monétaire international ne vise que la stabilité financière ? Toutes ces institutions et lieux de rencontre ne sont que des rouages, des relais, qui permettent à la machine néolibérale de s'imposer et de fonctionner, avec tout le pouvoir de coercition dont elle a besoin: négociation sous pression, chantage, recours aux tribunaux, aux sanctions économiques, réformes imposées et « conditionnalités ».

Ainsi, à la mondialisation du capital a répondu une mondialisation de la rébellion. Il fallait démystifier le discours néolibéral, combattre la pensée unique, manifester son opposition aux négociations derrière des portes closes, ramener le débat dans la rue, défendre la démocratie. À la suite des manifestations de Seattle (novembre 1999), les mobilisations antimondialisation se sont multipliées sous la forme de contre-sommets.

Soulèvements populaires

[Retour à la table des matières](#)

À chaque rencontre officielle des chefs d'État, les groupes citoyens allaient investir les rues pour manifester leur opposition à la tournure prise par les négociations en cours, pour faire entendre leur voix. Après les 40 000 manifestants de Seattle, 15 000 personnes ont investi les rues de Washington contre la Banque mondiale en avril 2000 ; 20 000 à Prague (République tchèque) contre le FMI en septembre 2000; 50 000 à Québec en avril 2001 contre la ZLEA ; 20 000 à Göteborg (Suède) contre l'Union européenne en juin 2001 ; plus de 200 000 à Gênes (Italie) contre le G8 en juillet 2001...

Le mouvement antimondialisation s'est répandu comme une traînée de poudre. Il incarnait la manifestation soudaine d'un cri trop longtemps retenu. Mais ce front du refus ne pouvait suffire. Certes, il constituait une première étape, indispensable, dans la construction d'une solution de rechange. L'antimondialisation contestataire a permis de remettre en question le dogme néolibéral. Il manifestait en soi l'expression d'un choix: celui de refuser le modèle unique.

S'opposer, c'est la forme première d'affirmation de soi. Mais le mouvement ne pouvait demeurer dans cette position négative de contre-sommet, de contre-discours, de contestation qui l'entraînerait inexorablement dans un cycle destructeur de violence, comme le laissait présager la mort du premier manifestant antimondialisation, Carlo Giuliani, lors des événements de Gênes. Le mouvement devait donc évoluer du stade de l'opposition à celui de la proposition. C'est cette

prise de conscience qui a conduit à l'organisation du premier Forum social mondial à Porto Alegre (Brésil) en janvier 2001.

Fin du deuxième article de trois

À suivre...

Raphaël Canet
Professeur associé au département de sociologie de l'UQÀM.
Membre du secrétariat du Forum social québécois

**“Un autre Québec est-il possible?”
Les forums sociaux: berceau de l'autre monde possible”.**

Un article publié dans le journal [Le Devoir](#), Montréal, édition du jeudi, 19 juillet 2007, page A7— idées.

Troisième d'une série de trois articles

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Mots clés : solidarité, Forum social mondial, Mondialisation, Québec (province)

Voici le dernier d'une série de trois textes produits par le Forum social québécois en prévision de cet événement (www.forumsocialquebecois.org), qui se déroulera à Montréal du 23 au 26 août prochain. Cette première initiative québécoise est née de la mouvance des forums sociaux mondiaux qui visent à penser la promotion d'un autre monde construit autour des concepts de développement durable, solidarité, justice, égalité et harmonie.

2001 constitue une date charnière dans l'histoire récente de la revanche des sociétés contre l'imposition du modèle néolibéral. En janvier de cette année, le premier Forum social mondial (FSM) rassemblait près de 20 000 personnes dans une ville du sud du Brésil, Porto Alegre.



Photo : Mauricio Lima Reuters. 25 janvier 2001. Des milliers de citoyens venus de partout à travers le monde manifestent à l'ouverture du premier Forum social mondial à Porto Allegre.

L'organisation de cet événement a permis de passer de l'antimondialisation contestataire à l'altermondialisme créatif. Il ne s'agissait plus de prendre la rue pour exprimer son opposition à des négociations menées par d'autres derrière des portes closes, il convenait plutôt de se rassembler pour élaborer une solution de rechange à la mondialisation mercantile et au néolibéralisme. À la mondialisation du capital et du profit, il est aujourd'hui nécessaire de substituer la mondialisation des peuples et des solidarités.

C'est dans cet esprit que s'est structurée la mouvance altermondialiste, fruit de la convergence d'une multitude d'organisations de la société civile mondiale, ensemble hétérogène de groupes divers (syndicalistes, féministes, écologistes, étudiants, artistes, intellectuels, citoyens...) se ralliant derrière le rejet du néolibéralisme, puis de l'impé-

rialisme, et souhaitant travailler à la création d'un monde plus juste, solidaire et durable. Il est d'ailleurs ironique de constater que c'est au moment même où le mouvement de contestation s'est fait moins violent, en passant au stade de la proposition et de la réflexion collective, que les forces néolibérales se sont lancées dans une guerre contre le terrorisme qui n'en finit plus.

La parole aux citoyens

[Retour à la table des matières](#)

Lieu de rassemblement de la mouvance altermondialiste, les forums sociaux visent plusieurs finalités. Il s'agit, tout d'abord, de créer un espace public critique, participatif et inclusif qui permette à tous les citoyens, mouvements sociaux et organismes de prendre la parole, débattre, s'exprimer et échanger sur les enjeux sociaux auxquels nous sommes tous confrontés.

Sur cette base, les forums sociaux entendent favoriser l'émergence d'une nouvelle culture politique d'engagement citoyen qui suscite la participation de toutes et tous à la vie publique. Dans cette perspective, les forums sociaux ne sont pas simplement des lieux de prise de parole et d'échange, ils se veulent aussi des lieux d'éducation populaire qui permettent de sensibiliser les populations aux multiples enjeux auxquels ils doivent faire face dans le contexte néolibéral actuel.

Finalement, les forums sociaux visent à stimuler la convergence des luttes sociales et à susciter la formation de coalitions entre les divers mouvements et organismes de la société civile oeuvrant dans une démarche de transformation sociale. À lier art engagé et réflexion politique pour remettre les artistes au coeur de la cité et rappeler que leurs performances sont aussi des formes d'expression qui permettent de diffuser des messages émotifs. Cet autre monde possible, nous ne le construirons que dans une lutte solidaire.

Depuis 2001, le Forum social mondial s'est diffusé à travers le monde (Brésil, Inde, Mali, Venezuela, Pakistan, Kenya), permettant

chaque année à la mouvance altermondialiste de se renforcer (20 000 participants en 2001, 50 000 en 2002, 100 000 en 2003,

110 000 en 2004, 150 000 en 2005 et sensiblement le même nombre en 2006).

Puis, dans le but de permettre au plus grand nombre de participer à ces événements, d'expérimenter cette nouvelle culture politique d'engagement citoyen, de susciter le débat politique et des actions collectives à tous les niveaux, les forums sociaux se sont propagés à différentes échelles, du mondial vers le local. C'est ainsi que sont apparus les forums régionaux, comme les forums sociaux européen, asiatique, africain ou des Amériques, puis les forums nationaux (les États-Unis viennent d'organiser leur premier forum social du 27 juin au 1er juillet, à Atlanta), et encore plus près des gens, les forums sociaux locaux (près de 350 d'entre eux se sont déroulés en France au cours de la seule année 2005).

Première initiative québécoise

[Retour à la table des matières](#)

Le premier Forum social québécois (FSQ), qui aura lieu à Montréal du 23 au 26 août prochain, entend se placer dans la continuité des forums sociaux qui se tiennent un peu partout dans le monde et à différentes échelles depuis 2001. Le FSQ se veut un espace de prise de parole, d'échange, de dialogue, d'éducation populaire, de pratique citoyenne, de réseautage et d'élaboration de programmes d'action concertés dans le but de stimuler le dynamisme des mobilisations sociales et de la vie démocratique afin de construire, ensemble, une société solidaire, démocratique, juste et durable au Québec.

Notons au passage que cette initiative de participation populaire et de débat ouvert intervient dans un contexte estival nord-américain tout à fait pertinent. En effet, le FSQ aura lieu seulement quelques jours après la tenue, à Montebello, d'une réunion au sommet -- et sous haute sécurité -- des Bush, Harper et Calderon au sujet du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP). Le forum ouvert et participatif ver-

sus le sommet barricadé et élitiste, le clivage symbolique n'en sera que plus efficace.

Le FSQ découle ainsi d'une logique mondiale de recherche de solutions de rechange. Mais il se teinte aussi d'une couleur qui lui est propre et qui tient au contexte de restructuration des rapports sociaux, culturels, économiques et politiques dans un Québec qui subit les assauts répétés du néolibéralisme servant les intérêts des plus privilégiés.

Depuis quelques décennies, nous l'avons vu, les impératifs de croissance, de compétitivité et de réduction de la dette alimentent une pensée unique et un discours hégémonique qui cherchent à justifier les mesures imposées pour soumettre chaque jour davantage la société au diktat du marché. Ceci s'opère au détriment des travailleurs et des travailleuses, des femmes, de l'environnement, des étudiants, des communautés autochtones, des marginalisés de toutes sortes, des organisations de la société civile et des générations futures.

Confrontés à cette détérioration de nos conditions de vie et à ce discours néolibéral omniprésent, seules notre solidarité, notre détermination et notre créativité permettront d'opposer une multitude de solutions capables de redonner un sens à notre volonté de vivre ensemble et de progresser vers un modèle de société apte à reconnaître la dignité de chaque être humain, et à respecter la vie en général.

C'est pour cette raison fondamentale que nous devons nous doter d'un espace collectif de réflexion stratégique et de construction de la société québécoise de demain: le Forum social québécois. Le Québec avait emboîté le pas au mouvement antimondialisation en avril 2001, en se mobilisant lors du Sommet des peuples dans une capitale nationale transformée en camp retranché. Le Québec doit aujourd'hui confirmer sa participation à la mouvance altermondialiste et tenir, lui aussi, son forum social.

Unir les forces vives

[Retour à la table des matières](#)

Le FSQ entend donc innover dans la forme de la mobilisation collective. Mais un tel projet ne peut se développer que sur la base de l'expérience accumulée au Québec en matière d'organisation d'événements, de réseaux et d'alliances solidaires par les nombreux mouvements sociaux et organisations qui oeuvrent dans différents secteurs et pour de multiples causes. Le FSQ est un espace pluriel, dont la force réside dans la diversité, où chacun a sa place. Près d'une centaine d'organisations de la société civile québécoise soutiennent le processus organisationnel du FSQ. Jusqu'à maintenant, plus de 400 activités (conférences, ateliers, tables rondes, groupes d'échange, performances artistiques) ont été mis au programme du FSQ, sur une base volontaire et participative.

D'autres forums sociaux ont déjà eu lieu au Québec, mais à une échelle plus réduite (Québec Chaudière-Appalaches, Saguenay-Lac-Saint-Jean). Il faut désormais passer à une autre échelle et investir l'arène nationale québécoise. Rassemblons toutes les forces vives du changement social au Québec dans ce travail collectif pour imaginer un Québec différent, un Québec qui soit conforme à nos aspirations, à nos idéaux de solidarité, de partage, de justice et de respect mutuel.

Pour que le FSQ soit un succès et insuffle une dynamique rassembleuse de changement qui puisse nous faire sortir de l'ornière du néolibéralisme, il lui faut lancer un message fort aux puissants de ce monde qui se réunissent dans le confort feutré des hôtels de luxe pour négocier leurs politiques économiques. Cela passe par une participation massive au FSQ. Il nous faut le nombre. Il nous faut reprendre possession de nos institutions, de nos espaces publics. Commençons par l'UQAM, en défendant sa vocation d'université populaire et de lieu de réflexion progressiste, poursuivons avec le parc Émilie-Gamelin en tant qu'espace des pratiques alternatives et réclamons les rues durant une belle marche « manifestive » combinant art engagé et revendications politiques.

Un autre Québec est non seulement possible, mais déjà en construction. Participer au FSQ, c'est aussi contribuer à cette belle entreprise collective.

Fin du troisième et dernier article de la série.